



## Études de conformité relative à la sécurité incendie, IUT Hubert Curien sur le site Résistance à Epinal

7 rue des Fusillés de la Résistance - 88000 Epinal

**MAÎTRISE D'OUVRAGE :**  
UNIVERSITE DE LORRAINE

**LIEU :**  
UNIVERSITE DE LORRAINE – Site Résistance  
7 rue des Fusillés de la Résistance – 88 000 Epinal

**OBJET :**  
Recrutement d'un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour établir **deux scénarios de mise en sécurité** de l'IUT Hubert Curien à Épinal, en réponse à une **mise en demeure de la commission de sécurité**.

## I. CONTEXTE :

L'IUT Hubert Curien d'Epinal est composé de 5 bâtiments :

- Le Pavillon Nord datant de 1880
- Le pavillon Sud datant de 1880
- Le bâtiment principal datant de 1880
- Son extension de 1993
- Le bâtiment Jean-Claude Petit de 1997

Les 2 pavillons sur rue sont indépendants et ne font pas partie du périmètre d'intervention de la présente mission.

L'objet de l'étude concerne l'ERP de 3<sup>ème</sup> catégorie type R formé par le bâtiment principal, son extension ainsi que le bâtiment JC Petit.

Cet ensemble immobilier est composé de salles de cours, d'ateliers techniques, d'un amphithéâtre, d'une bibliothèque, de locaux administratifs, de locaux techniques, etc.



Le bâtiment principal de 1880 a fait l'objet d'une réhabilitation lourde en 1993 en même temps que la construction de l'extension formant un ensemble en forme de carré avec un patio intérieur.

Les travaux de 1993 ont été conçus par le cabinet Cartignies Canonica Architecture avec pour maîtrise d'ouvrage le Rectorat de l'Académie Nancy-Metz assistée par la DDE des Vosges.

Les travaux ont fait l'objet du permis de construire n° 88 160 91 A0119 délivré le 30/04/1991 et d'un rapport de vérification final sans réserve établi par le bureau de contrôle CEP.

L'établissement a fait l'objet d'un avis défavorable lors de la séance de sous-commission départementale de sécurité en date du 25/11/2024 suite à la visite périodique du 15/10/2024.

Cet avis a été motivé par les défauts d'isolement et de désenfumage des cages d'escaliers et des circulations horizontales.

La sous-commission a préconisé la réalisation d'un rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure (RVRMD) sur l'ensemble de l'établissement, puis la réalisation d'un plan d'actions de mise en sécurité.

Dans ce cadre l'Université de Lorraine souhaite recruter à la fois :

- Un bureau de contrôle pour établir le RVRMD et accompagner l'assistant à maîtrise d'ouvrage dans l'élaboration de 2 scénarios de mise en sécurité, objet de la présente consultation.
- Un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour analyser les constats du RVRMD et formuler deux scénarios de mise en sécurité réglementairement recevables, techniquement cohérents et financièrement soutenables, afin d'orienter la programmation des travaux.

Ce travail conduira à la réalisation d'un plan d'actions de mise en sécurité par le Maître d'ouvrage pouvant conduire à une ou des opérations de travaux qui ne font pas l'objet des présentes missions.

L'Université de Lorraine a inscrit à moyen terme le projet de rénovation énergétique des bâtiments afin d'améliorer le confort d'usager, notamment l'inconfort thermique d'été.

L'université envisage également des travaux de végétalisation de la cour intérieure.

## **II. PRESENTATION DE L'OPERATION :**

### **2.1. Le maître d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est assurée par la Direction du Patrimoine Immobilier de l'Université de Lorraine, sous-direction Prospective et Stratégie Immobilière.

Le responsable de projet et l'interlocuteur principal est M. Jérémy VAZ.

### **2.2. Les utilisateurs**

Ils sont représentés par le responsable du service technique de site, M. Francis BARTHELEMY.

### **2.3. Une assistance à maîtrise d'ouvrage**

L'AMO se voit confier des études pré-opérationnelles comprenant l'élaboration de 2 scénarios de mise en sécurité chiffrés aboutissant à un programme de travaux cohérent.

Il est demandé à l'AMO les compétences en lien avec les problématiques identifiées dans le cadre du RVRMD, en particulier :

- Conception générale du bâtiment (connaissances générales TCE, notamment sécurité incendie, structure, CVC)
- Expertise sécurité incendie forte (dispositions constructives et installations techniques)
- Expertise désenfumage naturel et mécanique
- Expertise électricité bâtiment
- Economie de la construction

## **2.4. Le contrôleur technique**

Le bureau de contrôle se voit confier la réalisation des vérifications réglementaires sur mise en demeure ainsi que l'assistance à l'AMO dans l'élaboration des 2 scénarios (une réunion de travail, avis sur scénarios, échanges/réunions avec le SDIS).

Cette mission a fait l'objet d'une consultation préalable qui a abouti à la notification du bureau de contrôle Apave Infrastructure et Construction France basé à Maxéville (54) et Epinal (88) le 06/06/2025.

Apave a initié sa mission avec le rendu du RVRMD le 23/08/2025, il en ressort principalement des problématiques concernant :

- Evacuation des PMR
- Stabilité au feu, isolement et désenfumage de l'atrium
- Recoupement et isolement des circulations horizontales
- Encloisonnement des escaliers et ascenseurs
- Désenfumage des ateliers
- Divers sujets électriques

### **III. CONSISTANCE – MODALITES D'EXECUTION – OBJECTIFS DE LA MISSION :**

L'AMO devra accompagner le maître d'ouvrage dans la **phase d'analyse et de définition de scénarios de mise en sécurité** en s'appuyant sur le RVRMD réalisé par le bureau de contrôle. L'objectif est de produire deux **scénarios chiffrés de faisabilité**, intégrant à la fois :

- Les exigences réglementaires (mise en conformité)
- Les contraintes d'exploitation et de soutenabilité financière (mise en sécurité pragmatique)

#### **3.1 Pièces contractuelles du marché**

Les documents contractuels régissant le présent marché et par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générale des marchés de prestations intellectuelles :

- L'acte d'engagement
- Cahier des clauses particulière et programme
- Le Cahier des clauses administratives générale des marchés de prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021)

Sans qu'il soit nécessaire d'en faire une liste exhaustive, la réglementation applicable aux présentes missions concerne notamment :

- Code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 25 juin 1980 portant Règlement de Sécurité contre l'Incendie et les risques de Panique dans les établissements Recevant du Public (ERP)
- Arrêté du 13 janvier 2004 – Dispositions particulières au Type R

#### **3.2. Détail de la mission**

##### **3.2.1. Phase 1 – Analyse du RVRMD et prise de connaissance du site**

- Étude du rapport de contrôle technique (RVRMD)
- Visite sur site et rencontre avec le service technique de site
- Synthèse des contraintes réglementaires et d'exploitation

Le but de cette phase est de prendre connaissance des défauts repérés par le bureau de contrôle, de faire connaissance avec le site via les principes constructifs généraux des bâtiments et les différentes problématiques et pathologies observées/observables (y compris hors sécurité incendie tels que structure, électricité, CVC, etc.) sans en faire un diagnostic complet.

L'objectif final est de construire une vision claire et large qui permettra de définir des scénarios de mise en sécurité réalistes avec des chiffrages cohérents et prenant en compte les différents défauts.

##### **3.2.2. Phase 2 – Élaboration de deux scénarios de mise en sécurité**

- Définition de deux hypothèses distinctes :
  - Un scénario **strictement conforme**
  - Un scénario **alternatif** reposant sur une mise en sécurité acceptable par les services instructeurs
- Description et chiffrage sommaires des scénarios par sujets et par grands postes de dépenses

- Hiérarchisation des points bloquants / négociables

Le scénario strictement conforme permettra de connaître les travaux de sécurité incendie à mener sur le site selon une vision à long terme.

Le scénario alternatif permettra de connaître les travaux à mener à court/moyen terme et servira de base de discussion avec le SDIS88.

L'objectif est d'identifier des solutions techniquement recevables, financièrement soutenables et pragmatiquement compatibles avec l'exploitation de l'IUT.

Le prestataire devra clairement préciser les études complémentaires à mener et le potentiel impact sur la faisabilité du projet. Le chiffrage final de chaque scénario devra comprendre un coefficient adéquat suivant le degré d'incertitude identifié permettant de définir un budget opération cohérent.

### **3.2.2. Phase 3 – Animation des échanges**

- Réunion avec la MOA et le bureau de contrôle
- Présentation des scénarios
- Réunion technique avec le SDIS88 (sur site ou au SDIS)
- Ajustement des scénarios selon les retours

Nota : le CCP du bureau de contrôle comprend une unique réunion de travail avec le MOA et l'AMO. L'AMO pourra solliciter cette réunion de travail soit en amont soit en aval de la réalisation des scénarios en phase 2.

Les réunions sont estimées avec une durée de 2h, l'évolution de la durée de la réunion (plus courte ou plus longue) ne fera pas l'objet d'une modification d'honoraire, le prix étant global et forfaitaire.

### **3.2.2. Phase 4 – Recommandations/Synthèse**

- Proposition d'un scénario préférentiel,
- Note de synthèse assortie d'un programme sommaire décrivant les grands postes de travaux par bâtiment et/ou lot, ainsi que les préconisations de phasage éventuelles.

L'ensemble de ces éléments devra permettre à la maîtrise d'ouvrage d'intégrer un plan d'actions sous forme d'une ou de plusieurs opérations de travaux dans sa programmation pluriannuelle des investissements.

### **3.3. Livrables attendus**

- Fiche de synthèse du RVRMD (Transcription de ce RVRMD par grand poste, illustré par des éléments graphiques tels que repérage des principales non conformités sur plan, photos, ...) et des éléments identifiés sur site suite aux visites
- Deux scénarios de mise en sécurité :
  - Tableau comparatif
  - Argumentaire technique et réglementaire
  - Estimation des coûts
  - Phasages éventuels
  - Liste d'études complémentaires à mener
- Compte-rendu de réunion SDIS

➤ Note de synthèse des scénarios et recommandations finales

Les livrables seront remis au format numérique au MOA.

Les livrables pourront être repris à la demande de l'Université de Lorraine, jusqu'à leur validation, dans un cadre raisonnable et proportionné aux exigences du présent cahier des charges.

### 3.4. Calendrier

Code	Désignation du livrable	Délai d'exécution
Phase 1	Fiche de synthèse du RVRMD et des visites des bâtiments du site	<ul style="list-style-type: none"><li>- Visite sous 2 semaines à compter de la date d'OS de la mission</li><li>- Rapport sous 4 semaines à compter de la date d'OS de la mission</li></ul>
Phase 2	Dossier comprenant les 2 scénarios chiffrés	<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous 2 semaines à compter de la date de validation du livrable phase 1</li></ul>
Phase 3	Compte-rendu réunion SDIS	<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous 3 jours à compter de la date de réunion avec le SDIS</li></ul>
Phase 4	Note de synthèse et recommandations finales	<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous 2 semaines à compter de la date de réunion avec le SDIS</li></ul>

### 3.5. Documents remis par l'Université pour la réalisation de la mission

- Plan de masse
- Plans de niveaux des bâtiments
- Rapports de vérification périodique (triennale SSI, installations électriques, éclairage de sécurité, désenfumage, rapports de maintenance, ...) qui seront remis par le service technique de site lors de la visite des lieux,
- Les derniers procès-verbaux de la commission départementale de sécurité, d'incendie et de secours
- Les diagnostics techniques de mise en sécurité et d'accessibilité réalisés en 2010 et en cours de mis à jour dans le cadre de l'audit du patrimoine immobilier

Le prestataire précisera sous 5 jours après la notification du marché les documents complémentaires dont il aurait besoin dans le cadre de sa mission.

Les documents relatifs aux travaux réalisés en 1993 se trouvent aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle situées à Nancy, le prestataire pourra être invité à consulter ces documents aux archives directement. L'Université à la connaissance des éléments qui y sont présents avec les numéros de documents associés.



### **3.6. Modalités de financement et de paiement :**

Le délai de paiement applicable aux présents marchés est de 30 jours.  
Le financement est assuré sur les fonds propre de l'établissement.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le Maître d'Ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

L'utilisation de ce portail nécessite la création d'un compte gratuit par le Titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Les sommes dues au(x) Titulaire (s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas de groupements conjoints, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations à condition d'avoir joint la répartition des paiements à l'acte d'engagement. Dans le cas contraire, il est dérogé à l'article 12.1.1 du CCAG-PI et le paiement se fait sur un compte unique ouvert au nom du mandataire du groupement.

Dans le cas des groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement et à condition d'avoir joint la répartition des paiements à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance et à la sous-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

Chaque demande comportera le compte rendu d'avancement de la mission considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.